

il y a une volonté



nisme de montre. L'idée, c'est de mettre la société en pilotage automatique. Et on n'a strictement rien à dire là-dessus. Quelque part, nous sommes tous des gilets jaunes de la technologie.

Mais on ne peut pas non plus tourner le dos à la technologie...
C'est pratique, oui. Je ne veux pas dénumériser le monde. L'outil a des avantages, mais on se jette dans ce système sans réfléchir aux conséquences. Tous les pans de la société sont concernés. Il est nécessaire d'avoir une réflexion critique. Je prends un exemple : toutes les voitures construites en Europe comportent désormais une puce. C'est pratique, ça sert à contrôler la vitesse, les freinages, etc. Mais ça sert aussi à imposer un comportement, c'est disciplinaire, les bons élèves auront droit à une bonne assurance, les mauvais élèves se la verront refuser. Autre exemple : à Clermont-Ferrand, ils ont installé une surveillance sonore. C'est pratique, ça permet d'entendre quand quelqu'un se fait agresser. Mais ça permet aussi d'entendre nos conversations... Il y a un appât, et derrière l'appât, il s'agit de marcher bien en rang et tout cela est piloté par des entreprises privées. Cela participe à la dépolitisation dont je parlais.

Que proposez-vous ?
Il faut créer une institution où ces choses seront discutées. Mais une institution, ce n'est pas le gouvernement parce que ce dernier ne fait que suivre le mouvement tête baissée. Par contre, j'insiste sur l'aspect institutionnel. Comme on a fait le comité bioéthique, il faut faire un comité du numérique, c'est-à-dire qui réfléchisse sur les implications, qui donne des orientations, qui pluralise les possibilités, qui ne doit pas laisser faire la numérisation n'importe comment.

Il s'agirait donc d'une institution européenne ?
C'est sûr qu'il faut imaginer quelque chose au moins au niveau continental. Et maintenant qu'il y a des élections qui viennent, ce serait un formidable projet pour l'Europe. Ce que Macron fait avec le dialogue citoyen est une piste et c'est la preuve que c'est possible. Il faut réfléchir à créer une institution sur le numérique et la coupler avec les institutions existantes. Mais on peut déjà faire des choses au niveau local. Ça peut passer par l'éducation. On propose d'enseigner le code, je suis pour. Plus les jeunes apprennent la logique du code, mieux c'est. Mais il faut aussi leur demander de réfléchir : pourquoi pensez-vous que Google est gratuit ? Ce serait intéressant de leur faire comprendre le business model de ces entreprises, ce qu'il cache d'un point de vue social, économique, comportemental. C'est une heure par semaine. Commençons par là. Pour l'instant, il n'y a rien !

La numérisation est déjà bien en marche et l'Europe est à la traîne. N'est-ce pas déjà trop tard pour un tel chantier ?
Il n'y a pas de fatalité. On fait comme si c'était inéluctable, non. C'est juste que c'est aux mains de quelques-uns qui nous font croire que c'est inéluctable. J'en appelle à une réflexion sur la numérisation du monde qui débouche sur une certaine forme de régulation. La seule réflexion qu'on ait aujourd'hui, c'est que si on ne le fait pas, les autres vont le faire à notre place. Arrêtons avec ce fantasme de concurrence avec la Chine ! Veut-on vivre comme en Chine avec des crédits sociaux ? On peut faire les choses autrement. Regardez le RGPD. Aujourd'hui, les Américains se disent que c'est peut-être la voie à suivre. ■

Propos recueillis par
DIDIER ZACHARIE

vant son objectif. Une vieille dame promène son chien devant une affiche montrant des croissants, l'emblème de l'ancrage au Vieux continent. Le tatouage chauvin « English and Proud » (Anglais et fier de l'être) barrant le cou d'un soldat rappelle aussi le vieux fond de violence.

Pour souligner l'incertitude quant à l'issue du largage des amarres, les documents de ce monde orgueilleusement figé à part sont punaisés au mur au lieu d'être encadrés. Clin d'œil moqueur, la salle a deux entrées, « Leave » et « Remain ».

Optimiste malgré tout
« J'ai toujours à la fois aimé et détesté ce pays. Le Brexit a accentué cette relation amour-haine » : Martin Parr est viscéralement pro-européen. Le grand voyageur est installé à Bristol, chef-lieu du sud-ouest de l'Angleterre, qui a plébiscité le maintien lors de la consultation.

Malgré le climat délétère actuel, Martin Parr se veut optimiste. « Au-delà de Londres, la politique est une abstraction pour un public qui exprime son patriotisme de manière positive ».

Pourtant, notre interlocuteur met en garde contre les écueils possibles de la sortie. Une photo géante montre des baigneurs sur une plage de Cornouailles, l'un des bastions pro-Brexit, à côté d'un drapeau rouge interdisant la baignade.

Bien, très bien, fort bien. La situation est grave mais pas désespérée.

J'ai filé à l'anglaise pour déjeuner avec un vieil ami, ex-diplomate du Foreign Office, dans son club de Pall Mall. A l'heure du café, il m'a raconté la dernière blague qui fait fureur dans ce lieu aux apparences superbement immuables face au flux et au reflux de l'Histoire. La fameuse remarque du duc de Wellington comme quoi « la bataille de Waterloo a été gagnée sur les terrains de sport d'Eton » remise au goût du jour donne « La Bataille du Brexit a été perdue sur les terrains d'Eton ». En effet, les deux chefs de file de la mouvance « Leave », Boris Johnson et Jacob Rees-Mogg, ont fréquenté le plus illustre des pensionnats privés anglais. A l'évidence, leurs électeurs « d'en bas » ne leur en ont pas tenu rigueur. ■

► P.12 & 13 NOTRE DOSSIER

la carte blanche

Vincent Blondel Recteur UCLouvain ; **Philippe Dubois** Recteur UMONS ; **Yvon Englert**, Recteur ULB ; **Naji Habra** Recteur UNAMUR ; **Pierre Jadoul** Recteur USaint-Louis - Bruxelles ; **Pierre Wolper** Recteur ULiège.

Défi climatique : l'université veut faire plus et mieux

Les recteurs des six universités francophones saluent l'initiative de la jeunesse de prendre en main la question climatique et rappellent l'engagement du milieu académique sur de multiples questions qui touchent au développement durable, tout en préservant leur position institutionnelle.

Ces derniers mois ont vu le débat sur les mesures nécessaires à rencontrer le défi climatique prendre un tour inédit qui rassemble en priorité la jeunesse du nord comme du sud du pays. Nous sommes continuellement au contact des jeunes générations et nous ne sommes pas surpris par l'élan qui les anime dans lequel nous retrouvons la force et l'enthousiasme de nos étudiants.e.s. Nous sommes ravis de voir une nouvelle génération prendre son destin en main et, par là même, faire son écolage de la citoyenneté, dans toutes ses dimensions et toute sa complexité.

Nos institutions sont profondément engagées sur les multiples questions qui touchent au climat et, plus globalement, au développement durable, et ce depuis souvent plus d'une décennie. Mais l'accélération du débat nous pousse à faire plus et mieux tout en respectant l'autonomie de nos étudiants.

Chacune de nos institutions avec sa sensibilité propre prend

part à la réflexion sociale en cours qui fait partie de la mission de l'Université. Mais nous tenons à le faire en séparant bien ce qui est de l'ordre de l'engagement militant individuel de nos professeurs, de nos chercheurs, de nos étudiant.e.s, et ce que l'Université, comme institution, peut apporter de particulier et de conforme à sa raison d'être : la rationalité scientifique, l'analyse avec le recul nécessaire et l'esprit critique, des éléments essentiels à tou.te.s pour faire les bons choix face aux défis qui se profilent derrière les mouvements d'aujourd'hui.

C'est avec cette même rigueur qui caractérise la recherche et l'enseignement universitaire que l'Université inclut le développement durable en général et les questions climatiques en particulier dans ses enseignements, et que nous sensibilisons nos 100.000 étudiant.e.s à ces questions.

Enfin, les universités, comme institutions importantes et grands employeurs, doivent être exemplaires dans leur gestion et réduire leurs empreintes carbone. Le sous-financement actuel des universités n'y aide pas, mais ne peut constituer un alibi pour ne pas agir.

C'est sur l'ensemble de ces trois plans que les recteurs s'engagent à mobiliser leurs institutions, et ainsi contribuer à l'effort et au bien commun. ■

c'est vous qui le dites

Theresa May est la cible de toutes les critiques au lendemain d'un nouveau rejet de l'accord sur le Brexit.

Respect !

Même si je ne suis pas d'accord avec Theresa May, elle suscite mon respect. Par contre les Farage et Cameron sont aux abonnés absents mais reviendront plus tard pour faire leur facile polémique.

ALAIN DEMARTEAU

Le visage du populisme

Brexit, le vrai visage du populisme ou la fuite en avant des lâches, ceux qui sont fort en g..., des agitateurs incapables de justifier leurs choix sans mentir au peuple, incapables de gouverner. Des artisans de la première heure de ce projet fou, tous ont démission-

né et coulent des jours heureux, fiers sans doute de l'œuvre de leur vie.

JEAN-LOUIS BRASSIENE

Un tableau pas si noir que ça

Un Brexit dur serait coûteux mais probablement préférable pour la Grande-Bretagne. Il permettrait de négocier dans la clarté des accords commerciaux ou autres comme ceux dont bénéficie la Norvège ou la Suisse par exemple, tout en se débarrassant de la coûteuse bureaucratie moralisatrice dans laquelle s'est enlégée l'UE. Il permettrait aussi de négocier des accords de libre-échange avec des pays hors UE. La croissance économique britannique rebondirait très rapidement.

ROBERT NAEIJE

la citation

« Nous espérons que l'UE adoptera une attitude objective, juste et rationnelle à l'égard du développement de la Chine et de son nouveau cycle de réformes et d'ouverture »

LU KANG, PORTE-PAROLE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, APRÈS L'ANNONCE PAR LA COMMISSION EUROPÉENNE D'UN PLAN VISANT À « RÉÉQUILIBRER » LES RELATIONS COMMERCIALES AVEC PÉKIN (AFP)

